Féminisation des titres et des métiers : l'Académie française cède au conformisme



BÉRÉNICE LEVET

Le concert d'approbations qui a accueilli la décision des Immortels de se rallier à la féminisation des titres et des professions est une défaite de l'esprit critique et du génie de notre langue, proteste l'essayiste *.

«*Enfin !* » soupire-t-on dans les rédactions, du *Monde* à *Libération* en passant par *L'Obs* et *Marie-Claire*. « *L'Académie française évolue et c'est une heureuse nouvelle* », entend-on à longueur d'ondes et répète-t-on sur les chaînes d'information en continu. Ainsi fut accueillie l'annonce par l'Académie de l'adoption d'un rapport sur la féminisation des noms de métiers et de fonctions. Qu'on nous permette de briser ce grand concert d'unanimité.

La noble dame du Quai Conti semblait lasse de son rôle de réfractaire et de résistante à l'esprit du temps. Dès novembre 2017, elle rendait publique sa volonté de se pencher sur la question de la féminisation de la langue. La hantise d'être en retard sur son époque gagne manifestement la Compagnie – le texte adopté la semaine dernière a été voté à l'unanimité moins deux voix.

Et pourtant, nous aurions plus que jamais besoin, en ces temps d'ignorance, de confusion et de simplification, d'une institution qui ne craigne pas de venir inquiéter les évidences du présent plutôt que de les ratifier.

La question de la féminisation de la langue n'a rien d'anecdotique. Notre pays est la proie de revendications identitaires toujours plus véhémentes, qui travaillent à le décomposer en une myriade de communautés et d'individus. L'exigence d'une langue « féminisée » est une de ces revendications.

Considérons les arguments de l'Académie. La féminisation des noms de métiers et des titres ne se heurte à « *aucun obstacle de principe* », concluent aujourd'hui les immortels. Ce qui est une façon de désavouer leurs prédécesseurs, car les principes énoncés en 1984 par Claude Lévi-Strauss et Georges Dumézil au nom de l'Académie n'ont rien perdu de leur vigueur et de leur vérité. Ils méritent d'autant plus d'être rappelés haut et fort que l'infantilisme néoféministe triomphe. Les adeptes de cette idéologie ne peuvent entendre ou lire un mot au masculin sans voir un homme se dresser et une femme se courber, s'effacer, disparaître. Or le sexe des mots, martelaient l'ethnologue et l'historien, étant de convention, les partisans de la féminisation de la langue commettent un funeste « *contresens* » en établissant une équation parfaite entre le genre grammatical et le genre biologique et en sortant leur calculette afin de juger de la représentativité des femmes dans la langue. Ce féminisme propage une idée bien dégradée et dégradante des femmes en soutenant qu'elles ne se sentiraient concernées que par des mots au féminin. Qu'est-ce en effet qu'une femme pour nos militantes ? Une sorte de chien de Pavlov qui ne réagit que lorsqu'on lui adresse des signaux sexués. Croyez-vous réellement que lorsqu'elle lit que « tous les hommes sont mortels », la femme ne se sente guère impliquée ?

> Plutôt que de plier, plutôt que de signer la reddition, l'Académie française se fût infiniment honorée de célébrer les vertus du masculin à valeur générique

Dans le rapport adopté le 28 février dernier, les immortels rappellent, avec insistance, leur statut de simple greffier de l'usage. Mais ce n'est pas l'usage qu'ils ratifient ici, c'est une langue sous contrôle, sous surveillance idéologique. Cette revendication de féminisation est portée depuis l'instauration en 1984 de la première commission sur la féminisation des noms de métiers, de fonctions et de titres par un militantisme féministe identitaire et différentialiste, exhortant les femmes à se penser et à s'affirmer dans l'espace public comme femmes. Ce féminisme venu des États-Unis est totalement étranger au féminisme universaliste à la française. Et si « usage » il y a, c'est un usage bien particulier, celui de l'élite médiatique, politique, culturelle, entièrement acquise à cette idéologie, où chacun se regarde comme un chargé de mission, et qui, sans le moindre égard pour l'oreille, féminise à tout-va son discours, prend soin d'inverser systématiquement l'ordre des préséances, ainsi les belles âmes ne parleront-elles plus jamais d'hommes et de femmes mais toujours de femmes et d'hommes.

La langue française ne disposant pas d'un genre neutre, elle a attaché au masculin une valeur générique, une portée extensive. C'est au masculin qu'il revient de faire office de neutre. Ruse de la raison et de la domination masculines, dénoncent les féministes, destinée à tenir les femmes à l'écart et à les « invisibiliser » – à quand l'entrée de ce barbarisme tant goûté de nos « *féminins bureaux d'esprit* » (Beaumarchais) dans le dictionnaire de l'Académie ? Partout où était un masculin à portée universelle, les féministes veulent voir advenir un féminin.

Or contester la valeur générique du masculin revient à se priver d'une forme capable d'exprimer et de témoigner, au cœur même de la langue, qu'il est des activités où l'appartenance à un sexe est indifférente, mais aussi qu'il y a du commun entre les deux sexes, autrement dit que hommes et femmes ne sont pas deux espèces à jamais séparées, posées l'une à côté de l'autre, vouées à se regarder en chiens de faïence.

Plutôt que de plier, plutôt que de signer la reddition, l'Académie se fût infiniment honorée de venir rappeler et de faire chatoyer les vertus d'une langue capable de dire l'universel et de faire droit à ce que les Académiciens appelaient hier encore « *l'indifférence juridique et politique au sexe des individus* ». Plutôt que de légitimer implicitement le discours militant dénonçant une langue sexiste, machiste, inamicale aux femmes et vecteur de la domination masculine, les immortels auraient bien mérité de la patrie s'ils s'étaient employés à célébrer les vertus émancipatrices du masculin à valeur générique : pouvoir se qualifier de docteur, de professeur, d'écrivain, d'auteur, quand on est une femme, c'est soutenir que l'on n'est pas assigné à résidence dans son sexe, qu'au milieu des déterminismes dont nous sommes le théâtre, il est une enclave de liberté, que nous pouvons faire un pas de côté. Et Flaubert, tout homme qu'il est, peut donner vie et vérité à Emma Bovary ou Stendhal à la Sanseverina ou à Mathilde de La Mole, et Jane Austen, toute femme qu'elle est, à Darcy, ou Colette à Chéri.

La revendication identitaire, l'exigence de reconnaissance des particularités, le droit à la différence a acquis une telle évidence depuis les années 1980-1990 que les moins de 40 ans, et bientôt de 50 ans, et parmi eux, ce qui est fort préoccupant, bon nombre de nos responsables politiques, ne voient plus de raisons de s'y opposer. Qu'au fondement de ce principe de discrétion, d'invisibilité, se trouvent la passion du monde commun et un magnifique pari sur la liberté, rares sont ceux qui le savent encore et en goûtent la saveur.

Et d'ailleurs n'est-ce pas un membre de la commission chargée de rédiger le rapport, Danièle Sallenave, qui, il y a très exactement vingt ans, sur fond de querelle autour de la question de la parité en politique, mettait en garde ses semblables contre le féminisme identitaire et différentialiste : « *Les femmes devraient savoir qu'elles feront nécessairement les frais de toutes les formes de repliement identitaire et communautariste* » (*Le Piège de la parité*).

Par leur décision, les académiciens nous laissent orphelins et désarmés, nous qui refusons obstinément, pour les motifs que j'ai dits, la féminisation de nos titres, de nos fonctions, de nos professions. Pour nous soutenir dans notre refus, nous pouvions, jusqu'alors, invoquer l'autorité de l'Académie. Et pensons aux professeurs, privés de boussole, avec une langue livrée à la fantaisie de chacun.

Avec ce triste arrêt, l'Académie française – et je l'écris avec mélancolie car j'avais de la tendresse et de l'attachement pour cette institution venue d'une autre rive temporelle, témoin vivant de la période sans doute la plus glorieuse et la plus féconde de notre histoire et cultivant au sein du monde démocratique des manières et des mœurs aristocratiques – justifie le procès en inutilité qui lui est souvent intenté. À quoi bon l'Académie si c'est pour renchérir sur les poncifs et l'idéologie de notre présent ! « *Seule l'Église*, écrivait Chesterton, *est capable de sauver un homme de la dégradante servitude d'être l'enfant de son temps. Ce n'est pas le siècle qui doit mouvoir l'Église, c'est l'Église qui doit mouvoir le siècle.* » Cela ne vaut-il pas pour toutes les institutions ?

* *Le lecteur est invité à découvrir la version intégrale du texte de Bérénice Levet sur notre site FigaroVox. Docteur en philosophie et enseignante, l'auteur a notamment publié « Libérons-nous du féminisme ! Nation française, galante et libertine, ne te renie pas ! » (Éditions de l'Observatoire, 2018) et « La Théorie du genre, ou le monde rêvé des anges », préfacé par Michel Onfray (Livre de poche, 2016).*

Féminisme et écologie, même combat



Vendredi 8 mars, Journée internationale des femmes ; vendredi 15 mars, Journée mondiale du climat : l'actualité fait converger, ces jours-ci, deux combats majeurs qui sont étroitement reliés. Ce rapprochement peut surprendre, j'en conviens. Mais comme surprend toute formulation d'une idée neuve. Un jour prochain ce lien entre féminisme et écologie deviendra une évidence. J'espère qu'elle prendra moins que les dix ans qui séparent les moqueries contre la démocratie participative et les jurys citoyens, de leur réhabilitation actuelle.

Il m'est apparu progressivement évident, au fil de ma longue expérience des combats écologiques et de ceux portés pour le respect des femmes, qu'il y a, entre les violences faites aux femmes et les violences faites à la nature, une vraie ressemblance. Le vocabulaire en est d'ailleurs la preuve. C'est le même : femme et nature abîmées, agressées, salies, violées, souillées, victimes de prédateurs, d'exploiteurs, d'abuseurs. De la même façon, la nature a longtemps été considérée comme gratuite, tout comme le travail des femmes. Les deux, exploitables et corvéables à merci, comme un bien disponible que l'on peut s'approprier en toute impunité.

Oui, quand il y a brutalité et violence, les femmes [illegible] pouvoir agir : la libération de la parole des femmes sur les violences qu'elles subissent arrive aujourd'hui avec la levée du silence sur les maltraitances faites à la planète : pollution, surexploitation, pouvoir exorbitant du lobby des activités polluantes, impacts des énergies fossiles sur le dérèglement climatique, il aura fallu plus de vingt ans pour que les évidences que nous énoncions déjà au premier sommet de la planète à Rio en 1992 se traduisent lors de la COP21 dans l'accord de Paris. Enfouies par la loi du silence. Par ignorance ou par voracité.

Avec le mouvement #MeToo et Time's Up, c'est enfin la sortie du statut de victime honteuse ou qui doit se taire, parce que cela dérange : c'est vrai pour la femme comme pour la planète. Les prédateurs pouvaient agir, sur les femmes comme sur la planète, dans une terrible indifférence.

C'est encore loin d'être gagné. Quelques chiffres en témoignent hélas : 18 % des viols seulement font l'objet d'une plainte, 75 % de ces plaintes sont classées ! Une femme est assassinée tous les trois jours par son conjoint.

De la même façon les prédateurs de la nature savent comment échapper à leurs responsabilités, comme en témoignent les dissimulations sur l'impact sanitaire des produits ou activités nuisant gravement à la santé, cancérigènes.

Cette femme a créé le pacte de la Terre et fait connaître le mouvement Chipko, grâce auquel les femmes illettrées et méprisées vivant en forêt amazonienne ont lutté contre la déforestation en enlaçant les troncs d'arbres de leurs bras, contre les bulldozers. Avec succès.

Les femmes ont été longtemps oubliées du combat climatique et nous avons lutté pour qu'enfin leur place soit reconnue. C'est ainsi que, pour la première fois dans l'histoire des négociations internationales, l'accord de Paris reconnaît enfin explicitement que les femmes sont, avec leurs enfants, les premières victimes du dérèglement climatique mais aussi, et c'est cela qui est encourageant, qu'elles détiennent des solutions spécifiques « *d'atténuation, d'adaptation et de gestion des risques climatiques* ».

> Le nouveau féminisme écologiste passe par la prise de conscience d'une « Terre Mère »

Ce ne sont pas les femmes africaines qui diront le contraire, elles qui accomplissent 40 milliards d'heures de travail gratuites par année pour aller chercher l'eau et le bois. Plusieurs études internationales ont montré que si les femmes avaient le même accès que les hommes aux crédits bancaires, et à la propriété de la terre et des outils, la production agricole doublerait. C'est une évidence spectaculaire puisqu'elles accomplissent 80 % de la charge des activités agricoles. Or, lorsque l'on sait que la misère alimentaire explique les migrations massives, on en mesure tout l'enjeu.

Le rôle central des femmes dans la lutte pour la protection de l'environnement est évidemment lié au fait que le corps des femmes est la première terre, la première maison habitée par l'être humain. C'est pourquoi le nouveau féminisme écologiste passe par la prise de conscience d'une « *Terre Mère* » selon la belle expression d'un homme, Jean Malaurie, d'une Terre femme « *bafouée, humiliée, trahie et pourtant toujours prête à renaître de toute l'abondance de ses dons* ».

Respect de la nature et respect des femmes : et s'il y avait là une réponse aux deux fléaux qui frappent aussi bien la planète que l'action politique